

Crédits de la mission Outre-mer et défiscalisation du logement social en Outre-mer

1 - L'Assemblée nationale a adopté le 7 novembre 2012 les crédits de la mission Outre-mer qui s'élèvent à 2,2 milliards d'euros en autorisations d'engagement (+4,5 %) et 2 milliards d'euros en crédits de paiement (+5 %). Ce budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, l'investissement public, la jeunesse et l'insertion professionnelle, l'emploi.

2 - La commission des finances du Sénat a adopté le rapport de contrôle budgétaire sur la défiscalisation du logement social en Outre-mer de MM. Georges Patient et Eric Doligé. Ce rapport dresse un premier bilan de ce dispositif spécifique mis en place par la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer. Il évalue son efficacité, son apport au financement du logement social, ses résultats en termes de logements construits et son coût pour les finances publiques. Les rapporteurs constatent une augmentation significative des logements mis en chantier, qui tend à montrer que la réforme a atteint ses objectifs et émettent cinq propositions et recommandations :

- améliorer le fonctionnement de la procédure d'agrément,
- clarifier les règles de cumul de la ligne budgétaire unique et de l'aide fiscale,
- adapter l'offre de logement à la demande réelle,
- améliorer la connaissance de la demande de logement outre-mer,
- mobiliser la ressource foncière.

Le document est disponible sur : <http://www.senat.fr/rap/r12-048/r12-0481.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Union européenne

1 - BCE

Lors de sa réunion du 8 novembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse « qu'en raison des prix élevés de l'énergie et des augmentations de la fiscalité indirecte opérées dans certains pays de la zone euro, les taux d'inflation devraient rester supérieurs à 2 % jusqu'à fin 2012. Ils devraient revenir par la suite en deçà de ce niveau au cours de l'année prochaine. (...). L'activité économique devrait demeurer faible dans la zone euro, mais elle continue d'être soutenue par l'orientation de notre politique monétaire et la confiance des marchés financiers s'est nettement améliorée à la suite de nos décisions concernant les opérations monétaires sur titres (OMT). Dans le même temps, le nécessaire processus d'ajustement des bilans dans de larges parties des secteurs financier et non financier ainsi qu'une incertitude élevée continuent de peser sur les perspectives économiques ». Le président de la BCE a annoncé l'introduction d'une deuxième série de billets en euros, la série « Europe » avec une mise en circulation, en mai 2013, de la coupure de 5 euros.

M. Draghi a également précisé que le Conseil des gouverneurs a pris note des conclusions du Conseil européen sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire qui ont été adoptées le 18 octobre 2012 et a salué les mesures en faveur d'un cadre financier intégré.

2 - Supervision bancaire intégrée

Lors du Conseil européen des 18 et 19 octobre 2012, il a été convenu que le cadre législatif relatif au mécanisme de surveillance unique (MSU) devrait être adopté d'ici le 1^{er} janvier 2013 et que le mécanisme sera opérationnel dans le courant de l'année 2013. Il a également été convenu que le processus devant mener à une union économique et monétaire plus intégrée devrait s'appuyer sur le cadre institutionnel et juridique de l'Union européenne et être caractérisé par l'ouverture et la transparence à l'égard des Etats membres qui n'adhèrent pas à l'euro, ainsi que par le respect de l'intégrité du marché unique. Le Conseil a également examiné la mise en œuvre du Pacte pour la croissance et pour l'emploi.

Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 17 au 19 octobre 2012, le GAFI (Groupe d'action financière) a pris d'importantes mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive en publiant divers documents, notamment des actualisations des meilleures pratiques.

Ces différents documents ainsi que le rapport annuel 2011-2012 sont disponibles en téléchargement sur : www.fatf-gafi.org

Actualité législative

Publications au Journal Officiel

1 - Le décret n° 2012-1128 du 4 octobre 2012 relatif aux vérifications préalables à l'ouverture d'un livret A a été publié au JORF du 6 octobre 2012.

2 - Le décret n° 2012-1159 du 17 octobre 2012 relatif à l'information de l'emprunteur lors de la conclusion d'opérations de regroupements de crédits a été publié au JORF du 19 octobre 2012.

Projets, propositions de loi, proposition de résolution

1 - Le projet de loi relatif à la création de la banque publique d'investissement a été présenté en Conseil des ministres du 17 octobre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale pour être examiné selon la procédure accélérée.

Le texte du projet de loi est disponible en téléchargement sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl0298.pdf>

2 - La proposition de loi présentée de M. Guénaël Huet visant à réglementer les relations entre les professionnels et les établissements de crédit et à favoriser l'accès au crédit des entreprises notamment les TPE et les PME est disponible en téléchargement sur :

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion0324.asp>.

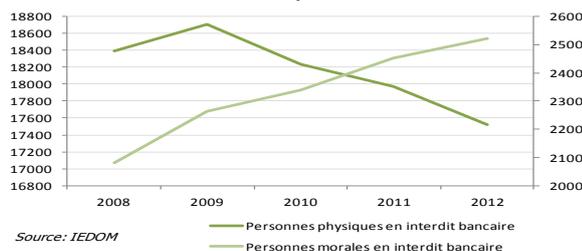
3 - La Délégation sénatoriale à l'Outre-mer a examiné la proposition de résolution européenne de MM. Roland du Luart, Georges Patient et Serge Larcher relative à la stratégie européenne pour les régions ultrapériphériques (RUP) à l'horizon 2020. La délégation appelle à une stratégie européenne adaptée aux contraintes propres des RUP. Le texte sera examiné le 19 novembre 2012. Il est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/dossier-legislatif/ppr12-093.html>

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des agents économiques : amélioration pour les ménages et dégradation pour les entreprises

Au 30 septembre 2012, le fichier central des chèques recense 17 522 personnes physiques en interdiction bancaire, soit une diminution de 2,5 % sur un an. Cette évolution favorable est attestée par le recul des retraits de cartes bancaires depuis janvier par rapport à l'année précédente (-15,1 %). Cette situation contraste avec celle des entreprises, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire s'inscrivant en hausse de 2,9 % sur un an pour atteindre 2 521 au 30 septembre 2012.

Vulnérabilité financière des ménages et des entreprises



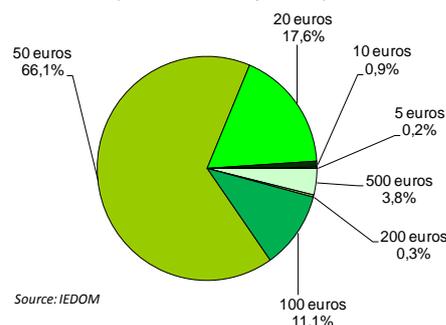
Source: IEDOM

Circulation fiduciaire : progression des émissions nettes de billets et de pièces

Au 30 septembre 2012, les émissions nettes de billets ont progressé de 6,6 % en volume et de 8,3 % en valeur sur un an. Le nombre de billets en circulation s'établit ainsi à 20,3 millions (contre 19,0 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 829 millions d'euros (contre 765 millions). Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 6,8 % en volume et de 4,7 % en valeur. Le nombre de pièces en circulation s'élève à 180,9 millions fin septembre 2012 (contre 169,4 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 24,3 millions d'euros (contre 23,2 millions d'euros).

A la même date, le nombre de billets apocryphes saisis en Martinique s'inscrit en hausse (+3,4 % en cumul depuis janvier par rapport à l'année dernière) après un recul enregistré depuis fin 2010. Cette recrudescence, constatée depuis le mois de juillet, concerne principalement les coupures de 50 € et de 100 €

Répartition des coupures en circulation selon leur montant (en valeur à fin septembre)



Source: IEDOM

Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers : hausse globale des tarifs moyens en Martinique

Le rapport d'octobre 2012 de l'observatoire des tarifs bancaires sera mis en ligne le 12 novembre sur le site Internet de l'IEDOM (<http://www.iedom.fr/iedom/publications-24/observatoire-des-tarifs-bancaires/>). Par rapport à la précédente étude menée en avril 2012, ce rapport révèle une relative stabilité des tarifs bancaires en Martinique, à l'exception de 2 services sur la trentaine étudiée.. Il montre également que les tarifs moyens martiniquais sont supérieurs à la moyenne domienne pour 18 des 31 services étudiés alors que seuls 10 tarifs se situent en dessous. En revanche, pour 14 tarifs faisant l'objet d'une comparaison avec la moyenne métropolitaine, les résultats sont plus équilibrés puisque 7 sont inférieurs ou égaux : les prestations de carte bancaire sont moins coûteuses sur le territoire martiniquais qu'en France métropolitaine, contrairement aux prestations de gestion de compte.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Immatriculation : baisse des ventes de véhicules neufs aux particuliers et aux entreprises

De janvier à septembre, 8 761 véhicules neufs ont été immatriculés en Martinique, soit une baisse de 8,3 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution tient à la fois à la diminution des ventes cumulées de véhicules utilitaires neufs (-13,6 %) et de véhicules particuliers neufs (-7,3 %). Pour ces derniers, les ventes de véhicules de marques françaises -qui représentent 40,2 % des ventes totales- enregistrent une dégradation plus marquée (-10,7 %) que les ventes de véhicules de marques étrangères (-4,9 %).

Inflation : progression contenue des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation atteint 128,3 à fin septembre, en recul de 0,4 % par rapport au mois précédent. Sur un an, l'indice progresse de 1,4 %, soit une croissance plus modérée qu'en métropole (+1,9 %). Cette évolution s'explique par la stabilité des prix des produits manufacturés (-0,1 % sur un an) et la hausse mesurée des prix des services (+0,5 %) qui ont permis de limiter l'impact de la hausse des prix de l'énergie (+6,7 %) et de l'alimentation (+3,6 %).

Taux d'inflation (en glissement annuel)



Source: INSEE

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Martinique-Haïti : vers une coopération renforcée

Une délégation d'entrepreneurs haïtiens s'est rendue en Martinique du 3 au 11 octobre dernier pour nouer un dialogue avec les principaux acteurs économiques de l'île. Conduite par Nahomme Dorvil, vice-présidente de la Chambre de commerce haïtienne, cette délégation a notamment rencontré des chefs d'entreprise martiniquais dans l'optique d'instaurer des partenariats opérationnels pour faciliter le transfert de technologie entre les deux territoires. Par la suite, une délégation d'une vingtaine d'entrepreneurs martiniquais et guadeloupéens, menée par Manuel Baudouin, président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Martinique, s'est à son tour déplacée à Haïti pour approfondir le processus de rapprochement entre les partenaires.

FMI : lettre d'intention de la Jamaïque

Le ministre des Finances de la Jamaïque, Dr Peter Philips, qui avait rencontré une délégation du Fonds monétaire international au début du mois, a annoncé le 23 octobre dernier que la Jamaïque préparait une lettre d'intention à destination du FMI dans laquelle figurerait l'objectif d'élimination du déficit fiscal d'ici 2015/2016 et le retour du ratio de la dette souveraine à 100 % du PIB comme contreparties d'une intervention de l'institution financière internationale. Le document préciserait également les réformes fiscales et les modalités d'une refonte du système de retraite envisagées pour atteindre ces deux cibles.

Chine : échanges en croissance avec l'Amérique latine et la Caraïbe

Dans son rapport, «The People's Republic of China and Latin America and the Caribbean », la CEPALC souligne le poids croissant des échanges entre la zone Amérique latine - Caraïbes et la Chine dans leur commerce extérieur respectif entre 2005 et 2011. Les imports et les exports en provenance et à destination de cette région représentent actuellement respectivement 6 % et 7 % des imports et des exports chinois. Réciproquement, entre 2006 et 2011, les exports de la zone Amérique latine - Caraïbes vers la Chine ont crû à un rythme trois fois supérieur à la croissance des exports totaux de la région. L'étude montre que la plupart de ces États présente une balance commerciale déficitaire avec leur partenaire chinois, déficit qui s'élève à 1,904 milliard de dollars pour les seuls États de la CARICOM. Concernant les investissements des firmes chinoises dans la région, la CEPALC estime leur montant à plus de 15 milliards de dollars en 2010, faisant de la Chine le troisième investisseur dans cette zone. Le rapport précise toutefois que 90 % de ces flux d'investissements sont consacrés à l'extraction de ressources naturelles.

Ce rapport est disponible sur le site de la CEPALC : www.eclac.org.

Union européenne : recul des flux commerciaux avec l'Amérique latine et la Caraïbe

L'étude «European Union and Latin America and the Caribbean » de la CEPALC montre que la part des échanges avec l'Union européenne (UE) dans le commerce extérieur de la zone Amérique Latine – Caraïbes a diminué depuis 1990. Ainsi, les exports à destination de l'Union européenne représentent 13,7 % des exports totaux de la zone contre 24,8 % en 1990 et les imports en provenance de l'UE 14,0 % des imports totaux contre 20,2 % en 1990. Le rapport souligne également que les échanges de la zone avec l'UE ont repris plus lentement qu'avec les autres régions du monde depuis le début de la crise. Il met aussi en exergue le recul de la part des flux d'investissements directs à destination des pays de la CEPALC dans les flux totaux en provenance des pays de l'Union européenne, passés de 3,3 % entre 2000 et 2005 à 2,8 % entre 2006 et 2011. Cependant, l'Union européenne reste la première source de capitaux étrangers en Amérique latine et dans la Caraïbe. Dans le détail, alors que le Brésil constitue la principale destination des investissements directs européens à l'étranger, l'Espagne est encore le principal investisseur dans la zone, suivie de la France dont les investissements sont en forte croissance depuis 2000.

Ce rapport est disponible en anglais sur le site de la CEPALC : www.eclac.org.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	-septembre 2012	128,3	-0,4 %	+1,4 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- septembre 2012 - septembre 2012	43 309 26,0 %	-0,5 %	+3,6 % 0,9 pt
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- août 2012	21 626	-1,8 %	+7,6 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	-septembre 2012	39 393	+2,9 %	+2,6 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros) Exportations (millions d'euros) Taux de couverture mensuel	- août 2012 - août 2012	255,6 42,7 16,7 %	+6,1 % +3,6 %	-10,0 % -1,9 % +2,0 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- août 2012 - août 2012	47,4 352,3	+6,2 %	+6,7 % +6,1 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (stock)	- septembre 2012 - septembre 2012	17 522 4 653	-0,5 % -1,2 %	-2,5 % -11,2 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2012 - cumul annuel	88 857 1 227 346	-49,6 %	-3,4 % -1,9 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juillet 2012 - cumul annuel	0 61 090	ns -	ns ns
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- septembre 2012 - cumul annuel	13 588 138 774	+5,5 %	-16,0 % -8,4 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) Véhicules utilitaires neufs (VUN) Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)	- septembre 2012 - septembre 2012	826 113 8 761	+20,9 % +9,7 % -	-28,9 % -36,5 % -8,3 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Octobre 2012)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1864%	0,1104%	0,1003%	0,0909%	0,1110%	0,2080%	0,4110%	0,6500%

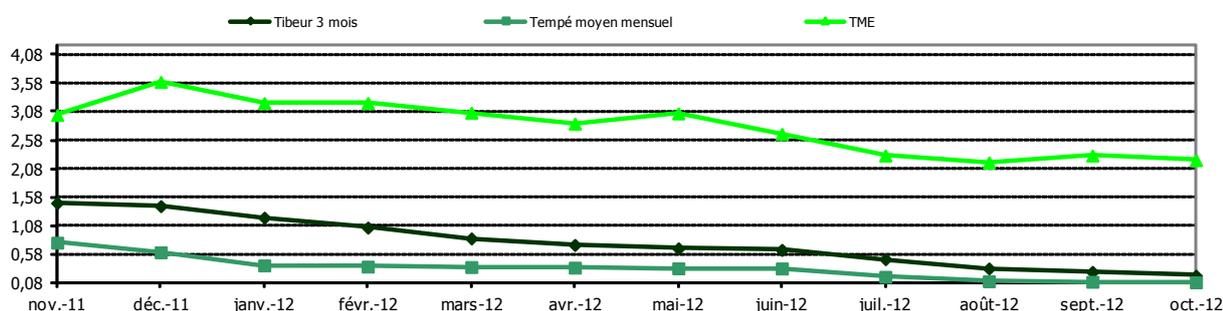
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	Octobre
2,31%	2,19%	2,31%	2,23%	2,51%	2,39%	2,51%	2,43%

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	13,11%
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,20%
Prêts à taux variable	5,64%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts-relais	5,89%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,58%	Découverts en compte (1)	13,86%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	17,67%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,75%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,84%	Découverts en compte (1)	13,86%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

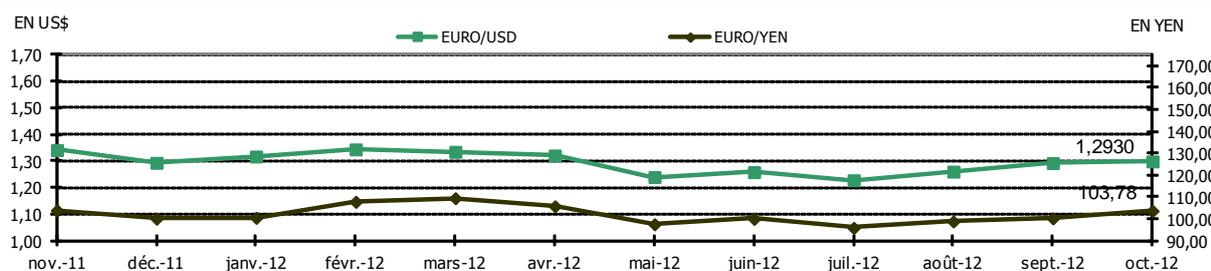
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2993	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,2692	EURO/SRD (Surinam)	4,27650
EURO/JPY (Japon)	103,7800	EURO/BWP (Botswana)	10,19600	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,31970
EURO/CAD (Canada)	1,3005	EURO/SCR (Seychelles)	17,1593	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,3505
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,80650	EURO/MUR (Maurice)	39,9788	EURO/BBD (La Barbade)	2,59180
EURO/SGD (Singapour)	1,5853	EURO/BRL (Brésil)	2,6389	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,29000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0697	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,56550	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2,909,3192	EURO/XCD (Dominique)	3,4990	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 1 Bd du Général de Gaulle - CS 50512 - 97206 Fort-de-France Cedex

Achévé d'imprimer le 15 novembre 2012 - Dépôt légal : novembre 2012 - ISSN 1240-3822